

NUMÉRO 87 / MARS 2013

L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE



P. 2

Événements

À la recherche du nouvel
entrepreneur dans
l'Eurorégion Pyrénées-
Méditerranée
Brèves

P. 3

Actualités du réseau
Actualités Europe

P. 4

Revue de Presse

Pôles métropolitains et enjeux transfrontaliers

Le processus de métropolisation transcende les frontières nationales. Les flux croissants de travailleurs transfrontaliers dessinent de nouveaux bassins de vie, et il importe de mettre en place une gouvernance de ces "grands territoires". Les acteurs français ont perçu dans le "pôle métropolitain" un nouvel outil pour structurer leur partenariat. Aussi, le réseau des pôles métropolitains, la MOT, la DATAR et la FNAU ont consacré un séminaire à ce sujet. Accueilli le 19 mars par "Metz Métropole", il a rassemblé une centaine de participants, représentants des pôles français en situation transfrontalière, mais également du Luxembourg, d'Allemagne, de Suisse et de la DG REGIO. A partir notamment de l'expérience du Sillon Lorrain et de la Grande Région, il a permis d'illustrer les enjeux

métropolitains transfrontaliers : échelles de coopération (réseaux de villes, régions métropolitaines,...) ; thèmes de coopération (culture, enseignement supérieur,...) ; outils de gouvernance. Les Etats ont pu présenter leurs politiques de soutien - en particulier l'Allemagne, avec les projets pilotes MORO et le réseau IMEG des régions métropolitaines transfrontalières - et envisager des synergies sur les frontières communes, avec l'appui de la politique de cohésion 2014-2020 (démarche stratégique en amont de la programmation ; outils de développement territorial intégré ; outils de connaissance et de mise en réseau).

Plus d'informations sur le site des pôles métropolitains



Le travail frontalier au sein de la Grande Région

Salariat
et transformations
sociales

Le travail frontalier
au sein de la Grande Région Saar-Lor-Lux
Pratiques, enjeux et perspectives



sous la direction de
Rachid Belkacem et Isabelle Pigeron-Piroth

PUN - ÉDITIONS UNIVERSITAIRES DE LORRAINE

Un nouvel ouvrage sur le travail frontalier au sein de la Grande Région vient d'être publié aux Editions Universitaires de Lorraine*. Dressant un bilan des connaissances sur les pratiques, les enjeux et les perspectives de développement du travail frontalier, il rassemble vingt-cinq contributions de géographes, historiens, sociologues et économistes. Olivier Denert, secrétaire général de la MOT a rédigé l'une d'entre elles sur le sujet des flux de travailleurs frontaliers en France et en Europe.

L'espace transfrontalier Saar-Lor-Lux-Wallonie (appelé également Grande Région), est au cœur des analyses de

cet ouvrage, ainsi que les pratiques des travailleurs frontaliers en matière de déplacements, de dépenses, ou encore leur profil socioprofessionnel. Le phénomène frontalier, de par son importance au sein de la Grande Région, a des effets qui se font ressentir dans de nombreux domaines : l'emploi, certes, mais aussi la formation, les transports, l'immobilier, le tourisme, le développement territorial transfrontalier...

* Belkacem R. et Pigeron-Piroth I. (Sld.), 2012, *Le travail frontalier au sein de la Grande Région Saar-Lor-Lux. Pratiques, enjeux et perspectives*, 502 p.

A commander sur : www.lcdpu.fr

ÉVÈNEMENTS

AG et conférence-débat de la MOT

L'Assemblée Générale de la MOT se tiendra le 25 avril 2013 à Strasbourg à l'invitation de la Communauté urbaine de Strasbourg.

La veille, le 24 avril, la MOT organise une conférence-débat sur le thème : "2014-2020 - pour une coopération transfrontalière au service des citoyens".

Événement de "l'Année franco-allemande - cinquantième du Traité de l'Élysée", cette conférence sera suivie par une soirée culturelle franco-allemande et l'inauguration de l'exposition "De Gaulle-Adenauer : les bâtisseurs de l'amitié



franco-allemande", proposée par la Fondation Charles de Gaulle.

[Télécharger le programme des deux jours.](#)

Séminaires sur les montages opérationnels transfrontaliers

Entre juin et novembre 2013, la MOT organisera cinq séminaires d'information relatifs aux montages opérationnels des projets transfrontaliers aux frontières françaises, dans le cadre du programme d'assistance nationale Europ'Act. Chaque séminaire sera dédié à une frontière française. [Plus d'infos](#)

À la recherche du nouvel entrepreneur dans l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée



La pépinière d'entreprises Barcelona Activa, partenaire du projet eurégional "Creamed".

Plus de 95 % des sociétés de l'Union européenne sont des petites et moyennes entreprises (PME) et représentent environ deux tiers des emplois et du PIB. L'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée, qui rassemble les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon en France, la Catalogne, l'Aragon et les Iles Baléares en Espagne, développe sur son territoire deux grands projets européens pour stimuler l'emploi et lutter contre la crise économique. Depuis cette année, l'Eurorégion cherche de nouveaux entrepreneurs qui souhaitent réaliser des séjours de 1 à 6 mois sur son territoire ou dans d'autres pays de l'Union européenne à travers le programme "Erasmus pour Jeunes Entrepreneurs". Pour ce projet, inspiré du programme

Erasmus pour étudiants universitaires, l'Eurorégion est partenaire des Chambres de Commerce et d'Industrie des Régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, de la Cambra de Comerç de Barcelona et du Centre Balears Europa à Palma de Mallorca. Ces échanges transfrontaliers offrent aux jeunes et aux futurs entrepreneurs la possibilité de se former auprès d'entrepreneurs chevronnés dirigeant de petites entreprises de l'Eurorégion. "C'est évidemment une grande opportunité pour l'entrepreneur d'avoir une approche pragmatique et d'apprendre sur le terrain avec des entrepreneurs plus expérimentés", signale Antònia Sabartés, secrétaire générale de l'Eurorégion à Barcelone.

De plus, depuis novembre 2010, le projet "Creamed" met en réseau presque 100 pépinières et plus de 1400 entreprises des quatre régions. L'Eurorégion vise les pépinières car le taux de survie des entreprises hébergées et accompagnées est beaucoup plus élevé que la moyenne : 70% à 80% contre moins de 50%. Ce projet dispose d'un cofinancement FEDER et d'un budget de plus de 1 400 000 euros pour des actions concrètes telles que la formation adressée aux directeurs et chargés d'affaires des pépinières ou des séjours d'immersion professionnelle. Ce projet atteindra l'un de ses moments phares avec la convention d'affaires "Biz Euroregio", les 16 et 17 avril 2013 à Toulouse. www.euroregio.eu

Agglomération Sud Pays Basque : définir les contours d'une stratégie transfrontalière



La rivière Bidassoa séparant la France et l'Espagne

Une démarche innovante a été menée au sein de l'Agglomération Sud Pays Basque, le 8 février dernier, lors d'un séminaire interne qui a

réuni élus et techniciens de l'agglomération afin de définir les contours d'une stratégie transfrontalière 2020 pour le territoire. Celui-ci comprend douze communes, dont sept sont frontalières avec l'Espagne (d'Hendaye à Ainhoa), le tout représentant 270 km² et plus de 64 000 habitants.

Les travaux ont consisté en un "brainstorming collectif" visant à définir et à hiérarchiser les projets transfrontaliers prioritaires pour le territoire, avec trois objectifs : améliorer la gouvernance transfrontalière, prioriser les axes

de travail en transfrontalier et mieux connaître les acteurs. 55 projets ont été identifiés et analysés selon quatre thèmes stratégiques : l'environnement, l'aménagement de l'espace, le développement économique et la langue basque.

Le besoin d'articulation avec les autres structures transfrontalières a été souligné.

La MOT a participé à cet événement avec un rôle d'animation et d'expertise technique.

[Téléchargez le compte-rendu de ce séminaire.](#)

ACTUALITÉS EUROPE

Entrée en vigueur pour les "GEC"

Le 1er mars 2013, le Protocole n°3 à la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales (dite "Convention-cadre de Madrid") relatif aux Groupements eurorégionaux de coopération (GEC) est entré en vigueur en Allemagne et en Suisse (le 1er mai en France). "Ce Protocole marque une étape importante pour les collectivités territoriales qui pourront plus facilement mettre en place des organismes de coopération transfrontalière", a déclaré Herwig Van Staa, président du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe. Ce Protocole facilitera la coopération des collectivités ou autorités territoriales relevant d'Etats distincts et l'établissement d'organismes de coopération transfrontalière, à l'échelle des Etats du Conseil de l'Europe. Source : Conseil de l'Europe [Consulter le protocole n°3.](#)

ACTUALITÉS DU RESEAU

Réunion annuelle de la Plateforme des GECT

Organisée par le Comité des régions, la troisième rencontre annuelle de la Plateforme des GECT, à laquelle la MOT a participé, s'est tenue à Bruxelles le 25 février 2013. Au cœur des échanges cette année : le bilan des travaux interinstitutionnels liés à la révision du règlement GECT et l'intégration des questions relatives aux GECT dans les autres politiques de l'UE, à savoir les transports et les entreprises.

Concernant la révision du règlement GECT, le processus en est actuellement au stade de la codécision entre le Parlement européen et le Conseil.

Frank Maughan, de la Présidence irlandaise du Conseil a affirmé que le règlement GECT est partie intégrante du paquet législatif 2014-2020 et qu'il est une priorité pour la présidence irlandaise. Le 20 février, un compromis a été trouvé au Conseil sur le règlement GECT, ce qui permettra de commencer bientôt la négociation avec le Parlement. Conscient de la nécessité d'approuver rapidement ce nouveau règlement, le Conseil souhaite promouvoir notamment les points suivants : l'extension du partenariat des GECT aux membres issus de pays tiers, la mise en cohérence des documents qui régissent les GECT (convention et statuts) avec les droits des Etats

membres et l'UE, une meilleure détermination du droit applicable, une modification du partenariat des GECT facilitée.

Le GECT qui donne un cadre juridique à la gouvernance politique de la coopération territoriale et qui, d'un point de vue stratégique, a été très utile pour définir et mettre en œuvre des politiques et des projets, doit à présent être utilisé au maximum de son potentiel. En ce sens, Herwig Van Staa, coordinateur de la plateforme des GECT, a rappelé que le GECT doit être utilisé au-delà de la politique de cohésion et être mis au service de la stratégie EU 2020.

En se focalisant sur deux

thématiques stratégiques de l'UE : les transports et les entreprises, et en faisant le lien avec les initiatives européennes soutenues à ces niveaux (RTE-T, soutiens de la DG Entreprises pour l'entrepreneuriat, l'innovation, l'accès aux financements et aux marchés, etc.), tout en mettant en exergue des exemples de GECT dans ces deux domaines, les échanges ont montré la pertinence de développer les liens entre ces stratégies et enjeux thématiques (notamment l'interconnexion des régions frontalières) avec l'outil GECT, qui a déjà démontré son efficacité et ses potentialités.

<http://portal.cor.europa.eu/egtc>



Politique de cohésion 2014-2020 : préparation de l'Accord de Partenariat

Alors que la période actuelle de programmation européenne arrive à son terme, le cadre 2014-2020 est en cours de préparation, tant au niveau local qu'au niveau national. A cet effet, une concertation nationale¹, menée en parallèle de la définition des programmes opérationnels, a été lancée en décembre pour alimenter l'Accord de Partenariat qui fixera les orientations stratégiques, en France, de la mise en œuvre des

fonds européens pour la période 2014-2020.

Sur la base des contributions écrites² et des diagnostics nationaux et régionaux conduits en 2012, une série de seize séminaires thématiques et territoriaux est organisée entre mi-mars et mi-avril 2013, pour alimenter la stratégie de l'Accord de Partenariat.

Plus de 350 organisations (collectivités locales, administrations centrales et

déconcentrées, acteurs socio-économiques et société civile) forment le partenariat national impliqué dans la préparation de l'Accord. La MOT fait partie de ce partenariat, au titre du collège "Société civile et acteurs économiques", et participe aux séminaires de concertation pour défendre les spécificités et les intérêts du transfrontalier.

¹ www.partenariat20142020.fr

² La contribution de la MOT.

Avis du Comité des Régions

Le Comité des Régions prépare un avis concernant "Les travailleurs frontaliers - Etat des lieux 20 ans après l'instauration du marché intérieur : problèmes et perspectives". Une consultation a été organisée à Bruxelles le 11 mars dernier sur ce projet d'avis, dont le rapporteur est Karl-Heinz Lambertz, membre du Comité des Régions, ministre-président de la Communauté germanophone de Belgique et président de l'ARFE. [Plus d'infos](#)

REVUE DE PRESSE

▲ Faut-il abolir les frontières ?

Edition spéciale du Monde diplomatique, 'Manière de voir' n°128, avril-mai 2013

"Physiques, culturelles ou symboliques, les frontières continuent de fragmenter les sociétés. Elles partagent les peuples et les cultures en même temps qu'elles les rassemblent et les préservent ; elles sont source de guerres, mais constituent des espaces d'échanges et de rencontres. Menaçantes et protectrices, elles cristallisent 'deux manières de se perdre'."

▲ Politique de cohésion 2014-2020 : l'Etat et les acteurs locaux cherchent le bon curseur

Euractiv, 12 mars

"Les réponses des collectivités à la consultation de la Datar sur l'utilisation des fonds structurels font ressortir des besoins 'oubliés' par Bruxelles : infrastructures de haut débit, de transports et services publics."

▲ Pour un accès transfrontalier aux soins

DNA, 15 mars

"L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau a adopté à l'unanimité hier une résolution favorable à la création d'une 'zone organisée d'accès aux soins transfrontaliers'. Le premier pas consistera à faciliter l'accès aux soins de suite en cancérologie."

▲ Nouvel accord franco-belge de lutte contre la criminalité transfrontalière

L'Alsace, 19 mars

"Les ministres français et belge de l'Intérieur, Manuel Valls et Joëlle Milquet, ont signé hier à Tournai en Belgique un nouvel accord visant à renforcer la coopération des deux pays dans la lutte contre la criminalité transfrontalière."

▲ Construire une identité commune

DNA, 15 mars

"Réunis hier à Colmar, les hauts représentants de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur ont décidé d'intensifier le dialogue avec les citoyens. 'Nous voulons intensifier le dialogue citoyen transfrontalier parce qu'on ne peut rien forger sans les gens.' [...], Clemens Nagel, porte-parole du pilier Société civile de la Région métropolitaine..."

▲ Approches croisées de la performance énergétique

Le Moniteur, 15 mars

"Trois approches de la performance énergétique des bâtiments convergeront le 21 mars, à Colmar. Organisateur du colloque et émanation de la conférence du Rhin supérieur, Trion présentera son étude de marché sur les rénovations énergétiques dans les composantes allemande, française et suisse..."

▲ Le Grand Genève recrute pour son Forum d'agglomération

Urbapress, 20 mars

"L'agglomération transfrontalière du Grand Genève (915 000 habitants) a lancé, le 15 mars, l'appel à candidatures pour constituer, dans les trois mois, le "Forum d'agglomération", instance d'expression de la société civile."

▲ Pour que la frontière ne 'stoppe' plus les trains

Nice Matin, 12 mars

"La Région, la Ligurie et Monaco travaillent sous l'égide de l'Europe, à un projet commun pour améliorer la desserte entre la France et l'Italie. Des mesures concrètes sont déjà en vigueur."

▲ Oyapock : les cartes de résident « pour très bientôt »

France-Guyane, 13 mars

"La commission mixte de coopération transfrontalière franco-brésilienne est réunie depuis hier à Cayenne. Les pourparlers ont notamment porté sur la pêche illégale, le pont de l'Oyapock et la carte de résident. [...] Le statut des frontaliers a bien avancé. Les habitants de Saint-Georges et Oïapoque disposeront prochainement d'une carte leur permettant de se rendre librement [...] de l'autre côté du fleuve."

Le festival "Frontières" à Thionville

La Ville de Thionville, aux portes du Luxembourg, de l'Allemagne et de la Belgique, organise du 6 au 12 avril le festival "Frontières". Lancée en 2009, cette manifestation transdisciplinaire s'empare de la thématique des frontières et invite sociologues, historiens, linguistes, philosophes mais aussi artistes et écrivains à venir parler des murs qui tombent et de ceux qui perdurent...

"La frontière est appréhendée dans toute son ambivalence : discontinuité territoriale pour marquer deux entités politiques, elle peut aussi devenir une zone de passage et un point de rencontre avec l'autre, reconnu dans ses dissemblances et ses ressemblances, dans sa singularité." Autour d'une programmation qui se veut riche en débats, tables rondes, cafés frontières mais aussi en événements culturels, la troisième édition du festival portera sur la rencontre des langues, un thème abordé à travers un voyage qui part du terrain et qui soulève la question suivante : "s'il n'y a pas de pensée humaine sans langue, qu'advient-il lorsque plusieurs langues se frottent et se rencontrent ?"

<http://festivalfrontieres.fr>

FESTIVAL FRONTIÈRES
3^{ème} EDITION

D'UNE LANGUE À L'AUTRE

À THIONVILLE
DU 6 AU 12 AVRIL 2013

EXPOSITIONS
CAFÉS FRONTIÈRES
CINÉMA
LITTÉRATURE
MUSIQUE
DANSE
ATELIERS
THÉÂTRE

L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
www.espaces-transfrontaliers.eu

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : tous droits réservés ; page 2 :
Eurorégion Pyrénées-Méditerranée ; Maeva
Le Barbu (Rivière Bidassoa) ;
page 3 : Comité des régions

Pour vous abonner, modifier ou supprimer
votre abonnement :
www.espaces-transfrontaliers.eu
(onglet "Newsletter")

